

Affaires urbaines—Prévisions

pour faire de cette conférence exposition un succès. Les députés se souviendront que le 19 mars cette année, le ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Basford) informait la Chambre que cette conférence exposition serait la plus importante conférence internationale jamais organisée au Canada. On prévoit que 4,000 délégués y participeront venant de 130 pays environ.

Le département d'État des Affaires urbaines s'occupe d'organiser et de coordonner la participation du Canada à la conférence/exposition. C'est là un excellent choix. De plus, et, comme le député de Laprairie (M. Watson) vient de le signaler, le ministère a établi et est en train de resserrer les liens intergouvernementaux tellement nécessaires pour assurer le succès de cet événement des Nations Unies, qui, à mon avis, est encore plus important pour le progrès de l'humanité que la Conférence sur l'environnement humain tenue à Stockholm. Il est évident qu'il faudra obtenir l'entière collaboration de toutes les provinces, de toutes les municipalités et de tous les Canadiens pour assurer le succès de la conférence/exposition.

Et le Canada en profitera. Étant donné que l'urbanisation est un phénomène mondial et que les problèmes qu'elle entraîne existent dans chaque pays, on peut s'attendre à un flot d'idées, de talent et de communications qui aideront le Canada, et le ministère bien entendu, de même que les autres pays, à faire face à la situation. Cet événement fournira au Canada de meilleurs moyens pour contrôler et guider l'urbanisation, qui peut être soit désastreuse soit bénéfique. D'autre part, plusieurs initiatives et projets canadiens seront utiles à d'autres pays.

J'ai dit qu'on avait bien fait de choisir le département d'État des Affaires urbaines pour diriger la participation du Canada. Permettez-moi d'exposer brièvement ce qu'il a fait jusqu'ici. Il y a eu des consultations et des réunions avec les provinces et les représentants du ministère ont travaillé en étroite collaboration avec le personnel du programme de l'environnement des Nations Unies afin de régler tous les détails que comporte l'organisation de cet important événement. En mai dernier, le ministre des Affaires urbaines a été, au nom du Canada, l'hôte d'un séminaire des Nations Unies à Vancouver qui s'est attelé à la tâche ardue de dresser l'ordre du jour des discussions de 1976 et les critères pour les projets visant à illustrer des solutions aux problèmes des colonies humaines. Ce séminaire a attiré des urbanistes de plus de 30 pays. Il y a lieu de noter que pour la première fois l'Allemagne de l'Est a participé à une réunion des Nations Unies sur l'environnement et que la République populaire de Chine a envoyé des observateurs officiels.

En outre, les pays représentés venaient à la fois des régions développées et sous-développées du globe. Les experts ont également rencontré M. Maurice Strong que connaissent bien tous les députés de la Chambre et la plupart des Canadiens et qui dirige le programme de l'environnement des Nations Unies. Ils ont également rencontré son personnel, des représentants du gouvernement canadien, des gens du Centre de l'habitation, de la construction et de la planification des Nations Unies et des représentants des commissions économiques des Nations Unies. Ce séminaire d'experts était présidé par lady Robert Jackson que les députés connaissent mieux sous le nom de Barbara Ward. Lady Jackson ne ménage aucun effort pour faire reconnaître par le monde entier la crise que pose l'expansion urbaine et grâce à sa présence dynamique, ce séminaire a pris conscience de l'urgence de la situation. Ce même caractère d'urgence ressort des pro-

grammes du département d'État des Affaires urbaines lorsqu'il tente de s'attaquer aux problèmes complexes que pose le défi de l'expansion urbaine dans notre pays.

Tout récemment, dans le *Star* de Montréal une dépêche de l'agence Reuter signalait qu'au Japon il deviendrait absolument impossible de vivre dans les villes si la migration actuelle vers les centres urbains continuait à ce rythme pendant une autre décennie. L'organisme japonais de planification économique a recommandé des mesures d'urgence pour parer à cette catastrophe. Elle propose entre autres que Tokyo ne soit plus la capitale. Elle a prédit que si les tendances actuelles se maintiennent, les conditions de vie dans les villes japonaises seront déplorable en 1985. La crise du logement sera encore plus aiguë. La pollution sera beaucoup plus grave. Les embouteillages de circulation seront monumentaux. Les déchets commencent à s'empiler dans les rues. Il y aura pénurie d'eau. C'est le Japon, pas le Canada, monsieur l'Orateur. Le même problème se pose au gouvernement canadien, à un degré moindre. C'est pourquoi le département d'État des Affaires urbaines a élaboré sa politique et son programme de recherches de manière à lutter contre ces problèmes et à appuyer les politiques et les programmes provinciaux qui s'y attaquent également.

● (1750)

A la conférence des Nations Unies qui a eu lieu à Vancouver, les experts urbains ont choisi six thèmes provisoires pour la conférence-exposition, monsieur l'Orateur. Mais ils ont reconnu que les six thèmes se chevauchent parce que les problèmes des régions peuplées sont des problèmes d'urbanisation, ceux du processus permanent de la croissance urbaine. Ils se chevauchent, ils contiennent des éléments communs. On ne peut pas les séparer parce que le problème que nous essayons de résoudre dans le monde entier—le problème auquel s'attaque le département des Affaires urbaines au Canada—est celui de savoir comment on peut améliorer la vie des gens dans une agglomération, non seulement du point de vue physique et du point de vue sanitaire, mais également des points de vue socio-culturels et autres. Les experts, tout comme le département des Affaires urbaines, ont pleinement reconnu les dimensions du problème, monsieur l'Orateur.

Les zones urbaines s'accroissent deux fois plus vite que la population mondiale. A ce rythme, le problème se multiplie inévitablement à une vitesse de plus en plus grande. Il est difficile de ne pas reconnaître que le seul appel impérieux à l'action qui unit toutes les nations est le moyen d'améliorer l'environnement humain. La transition d'une société rurale à une société urbanisée est un phénomène mondial. Le surpeuplement, la pollution, l'encombrement des services sont communs à toutes les communautés urbaines du monde. Mais la réelle différence réside dans l'ampleur des problèmes, mais pas dans leur genre.

Monsieur l'Orateur, on nous a avertis que, dans les 25 prochaines années, notre société urbaine sera l'objet de pressions d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Les Nations Unies organisent «Vancouver 1976» à cause de ces pressions, monsieur l'Orateur. Mais les problèmes et la conférence-exposition, offrent à toutes les nations la possibilité de s'unir pour régler les problèmes de l'expansion urbaine, de nous y attaquer à l'aide de moyens éprouvés, d'orienter cette expansion au moyen de politiques et de programmes qui se sont révélés efficaces.